



COMMUNIQUE DE PRESSE / N° 004/COORD/NAT/UFC/18

Dénonçant et condamnant le bombardement des populations civiles dans l'extrême nord du Tchad.

Le régime de M. Idriss Déby procède depuis quarante huit heures au massacre de sa propre population à l'extrême nord du Tchad, précisément dans les localités environnantes de Miski et de Kouri Bougri. Ordonnés et assumés publiquement au cours d'une déclaration télévisée par les ministres de l'intérieur, Ahmat Bachir, et celui de la Défense, Bichara Issa Djadallah, ces massacres se déroulent en ce moment même contre des civiles désarmés.

Conformément aux propos de Ahmat Bachir, l'armée du régime a effectué en deux jour 6 raids aériens sur les districts sus indiqués et détruits quasiment tous les points de ravitaillement en eau. La destruction de ces rares points d'eau en ces espaces désertiques, au delà de son caractère ignoble, traduit l'intention réelle du pouvoir de Déby : exterminer une frange des citoyens Tchadiens, sous le prétexte fallacieux » d'assainir « les zones d'orpaillages.

L'UFC interpelle la communauté internationale et lance un appel pressent aux ONG humanitaires pour agir en faveur de ces familles actuellement en détresse dans cette région. La prompt réhabilitation des points d'eau est une urgence vitale sous peine de voir se produire la catastrophe humanitaire recherchée par le pouvoir Déby dans le Tibesti.

L'UFC considère que ces faits sont constitutifs de crime de guerre puisque ce régime, imbu de l'impunité dont il a toujours joui malgré ses innombrables turpitudes, a porté intentionnellement atteinte à sa propre population. Il s'est rendu coupable une fois encore des violations graves du droit international humanitaire conformément aux termes des Conventions de Genève du 12 août 1949 et de leurs Protocoles additionnels I et II de 1977 et des Conventions de La Haye de 1899 et 1907.

Le système Déby, depuis sa prise du pouvoir en 1990, n'a jamais considéré comme son devoir sacré la défense et la protection de ses citoyens bien au contraire.

Fait le 17 août 2018

**Pour l'Union des Forces Pour le Changement (UFC)
Le Secrétaire Exécutif**

Brahim OUMAR